

Croissance économique et enseignement

Quel rôle l'enseignement peut-il jouer dans le développement économique en Wallonie?

Éléments de réponse de Robert DESCHAMPS¹.



"Comment se fait-il que certains pays connaissent une croissance économique plus importante que d'autres?", interroge l'économiste.

FACTEURS-CLÉS

Il est difficile de répondre à cette question, mais on peut identifier trois facteurs-clés: les investissements (matériels et immatériels) des entreprises, la recherche-développement et les efforts réalisés pour la formation. Ces trois domaines sont indubitablement liés, mais il est parfois difficile de le faire comprendre aux politiques dont les compétences en ces matières sont souvent éparpillées.

Prenons deux pays voisins: dans l'un, les jeunes font davantage d'études, dans l'autre, une majorité se limite à une formation de base. Où seront promues les actions de recherche? Dans le premier. Où les entreprises vont-elles développer des activités dans les secteurs de pointe? Toujours dans le premier, qui connaîtra donc un niveau de vie plus élevé.

Depuis quelques années, constate Robert DESCHAMPS, à l'instar des États-Unis ou du Japon (suivis aujourd'hui par la Chine ou l'Inde), l'Europe s'efforce de développer la recherche. Divers programmes d'échanges ont été mis sur pied pour dynamiser l'enseignement supérieur.

Comparée aux autres pays industrialisés européens, La Belgique occupe relativement peu de travailleurs

qualifiés. Si notre région connaît une croissance économique importante, elle devra sans doute faire face à une pénurie de travailleurs qualifiés. Or, si une entreprise ne trouve pas sur place les qualifications dont elle a besoin, elle risque bien d'aller voir ailleurs.

Dans de nombreux pays industrialisés, constate l'économiste, la proportion de population ayant obtenu un diplôme d'enseignement secondaire est plus importante que chez nous, alors que l'obligation scolaire jusqu'à 18 ans n'y est pas nécessairement d'application comme ici!

Le Plan Marshall, mis sur pied par le Gouvernement wallon, prévoit notamment de dégager des budgets pour la recherche appliquée. Mais quelles répercussions réelles peut-il avoir sur l'enseignement, si la Communauté française n'est pas associée?

ORGANISATION: PEUT MIEUX FAIRE!

Chaque année, l'équipe de R. DESCHAMPS réalise des comparaisons entre les entités fédérées en Belgique et examine dans quels domaines se font les dépenses les plus importantes. Ainsi, les francophones dépensent peu en recherche appliquée, ressources naturelles et environnement, action sociale et santé, recherche scientifique, etc.

Or, ce sont des domaines-clés pour la croissance économique! Pour ce qui est de l'enseignement en Com-

munauté française, ce n'est pas tant, pour l'économiste, son financement qui pose problème (elle a un des meilleurs taux d'encadrement des pays industrialisés) que son organisation. Cette dernière expliquerait aussi les disparités entre élèves relevées par PISA.

Robert DESCHAMPS fait donc un certain nombre de recommandations: réaliser des évaluations externes, mettre en place un observatoire de l'enseignement (externe et donc différent de la Commission de pilotage), décloisonner l'enseignement (en termes de réseaux et de disciplines), et surtout, donner plus de liberté et de responsabilités aux enseignants et aux directions dans les écoles. Il n'est pas question ici d'autonomie financière, mais bien de laisser davantage de possibilités d'intervenir dans la répartition des moyens, sans tomber dans une logique de privatisation. Si enseignants et directions peuvent faire preuve d'initiatives et être dynamiques, c'est stimulant et cela marche mieux. On l'a fait pour les hôpitaux, et le système est à présent plus performant.

"Le Wallon vit au-dessus de ses moyens, mais en-dessous de ses capacités. Nous pouvons mieux faire!", conclut R. DESCHAMPS. ■

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE

1. Professeur aux Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur (allocution prononcée lors de la rentrée académique de la Haute École Mosane d'Enseignement Supérieur à Liège).